INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 7 juin 2022**

* Un pas en avant, un pas en arrière. Après leur bonne entame de semaine hier, les Bourses européennes sont reparties à la baisse ce mardi. Ainsi, le CAC 40 a cédé 0,74% à 6 500,35 points et l’EuroStoxx 50 a reculé de 0,86% à 3 805,47 points. A Wall Street, les indices tentent de rester au contact de l'équilibre : le Dow Jones et le Nasdaq Composite limitent leur repli à 0,11% et 0,07%, en fin d’après-midi.
* La séance a mal commencé avec l'annonce d'une baisse inattendue des commandes à l'industrie en avril en Allemagne (-2,7% contre +0,3% attendu par le consensus). Une nouvelle preuve du fléchissement de l'économie européenne.
* Ces inquiétudes sur la croissance économique ont également été nourries par l'abaissement des prévisions mondiales de la Banque Mondiale (2,9% attendu en 2022, contre 4,1% précédemment).
* En parallèle, la normalisation accélérée des politiques monétaires des grandes banques mondiales inquiète. Aujourd'hui, la banque centrale australienne a surpris en relevant de 50 points de base son principal taux d'intérêt. Que décidera la Banque centrale européenne ce jeudi ?
* Selon William Gerlach, country manager France chez iBanFirst, la priorité accordée au retour de la croissance, quitte à alimenter une bulle de crédit, fait craindre que la Chine n'use de nouveau de l'arme monétaire. Il est peu probable selon lui que nous assistions à une dévaluation massive du yuan dans les mois à venir comme ce fut le cas à l'été 2015. Les conditions macroéconomiques ne sont pas les mêmes. En revanche, il est probable que le yuan se déprécie lentement dans les mois à venir afin de relancer le secteur des exportations (qui contribue à hauteur de 17 % au PIB).

Cela soutiendra le secteur manufacturier qui a beaucoup souffert des confinements successifs. Les bonnes vieilles méthodes, encore une fois. Le processus est déjà enclenché, observe William Gerlach.

Depuis son point bas annuel atteint à 6,89 au début du mois de mars, l'EUR/CNH a augmenté de 3,38 %. Pour l'expert, ce n'est certainement pas uniquement lié aux anticipations de durcissement de la politique monétaire par la Banque Centrale Européenne (qui ont exercé une influence sur les changes à partir de mi-mai seulement). Il y a de forts soupçons que la Chine cherche désormais à relancer son économie en utilisant l'arme du taux de change.

iBanFirst prévoit que l'EUR/CNH puisse rallier les 7,40 d'ici la fin du troisième trimestre (contre 7,12 actuellement). Cela représenterait une baisse du CNH de l'ordre de 4,0 %.

* Les prix du pétrole brut devront augmenter encore plus pour équilibrer l'offre et la demande sur le marché mondial, selon Goldman Sachs. Selon la banque d'affaires, les cours de l'or noir devront atteindre en moyenne 135 dollars au cours de la période de 12 mois débutant début juillet pour que les stocks se normalisent d'ici la fin de l'année prochaine, en raison de la reprise de la demande chinoise et de la baisse de la production russe. Goldman Sachs tablait jusqu'alors sur un cours moyen à 125 dollars.

Selon le broker, le ralentissement de la croissance mondiale reste insuffisante pour rééquilibrer les stocks aux prix actuels.

* La croissance mondiale devrait chuter de 5,7 % en 2021 à 2,9 % en 2022, soit nettement moins que les 4,1 % prévus en janvier dernier, selon les nouvelles estimations de la Banque mondiale. " Ce rythme de croissance devrait perdurer jusqu’en 2023-2024, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, qui perturbe fortement l'activité, l'investissement et le commerce à court terme, par le tassement des effets de rattrapage de la demande et par la levée progressive des mesures de soutien budgétaire et d'accompagnement monétaire ", explique l'institution internationale.

" La guerre en Ukraine, les confinements en Chine, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le risque de stagflation pèsent sur la croissance. Pour bien des pays, il sera difficile d'échapper à la récession, prévient le président de la Banque mondiale, David Malpass. Les marchés regardent vers l'avenir, il est donc urgent d'encourager la production et d'éviter les restrictions commerciales ".

" Communiquer clairement sur les décisions de politique monétaire, s'appuyer sur des cadres de politique monétaire crédibles et protéger l'indépendance des banques centrales peut permettre d'ancrer efficacement les anticipations d'inflation et de réduire l'ampleur du resserrement nécessaire pour obtenir les effets souhaités sur l'inflation et l'activité. " préconise Ayhan Kose, directeur du département Perspectives de la Banque mondiale.

* La Banque de réserve d'Australie a annoncé une augmentation de 50 points de base de son principal taux directeur, à 0,85%. Les spécialistes interrogés par Reuters anticipaient au maximum une augmentation de 40 points de base.

" L'inflation en Australie a augmenté de manière significative. Bien que l'inflation soit plus faible que dans la plupart des autres économies avancées, elle est plus élevée que prévu. Les facteurs mondiaux, notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées au Covid et la guerre en Ukraine, expliquent en grande partie cette hausse de l'inflation. Mais les facteurs intérieurs jouent également un rôle, les contraintes de capacité dans certains secteurs et le marché du travail tendu contribuant à la pression à la hausse sur les prix ". a déclaré le gouverneur, Philip Lowe.

Le Conseil prévoit de prendre de nouvelles mesures dans le cadre de la normalisation des conditions monétaires en Australie au cours des prochains mois.

" L'ampleur et le calendrier des futures hausses de taux d'intérêt seront guidés par les futures données et l'évaluation par le Conseil des perspectives d'inflation et du marché du travail " a précisé l'institution.

Sur le marché des changes, le dollar australien s'effrite de 0,08% à 0,7185 dollar américain.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Saint-Gobain (+1,81%), Veolia (+1,43%) et Thales (+0,61%) ont signé les plus fortes hausses du CAC 40. A l'inverse, Dassault Systèmes (-2,31%), Publicis (-1,73%) et l'Oréal (-1,73%) ont accusé les plus fortes baisses de l'indice phare parisien.
* Sur une place parisienne dans le rouge, Valeo a gagné 0,19% à 21,32 euros par action. L’équipementier automobile a annoncé que Valeo Siemens eAutomotive avait d’ores et déjà dépassé l’objectif de plus de 4 milliards d’euros de prises de commandes pour des technologies d’électrification haute tension, pour la période 2021-2022. « Cela représente une avance de plus de sept mois par rapport à la feuille de route annoncée », s’est réjoui Valeo.

Dans le détail, les commandes enregistrées, depuis le début de l'année 2021, portent sur les chaînes de traction complètes ou ses composants (moteur électrique, onduleur, réducteur, chargeur embarqué et DCDC). Elles concernent notamment les nouvelles technologies 800 volts à base de carbure de silicium (SiC), développées par Valeo Siemens eAutomotive.

Pour mémoire, Valeo a annoncé, en février dernier, la signature d'un accord avec Siemens pour le rachat de la participation de 50% détenue par Siemens dans Valeo Siemens eAutomotive pour 277 millions d'euros hors dette.

De ce fait, Valeo intégrera 100 % de Valeo Siemens eAutomotive au sein de son activité Systèmes de Propulsion, début juillet.

Pour cette division, Valeo ambitionne d'atteindre un chiffre d'affaires supérieur à 8,5 milliards d'euros en 2025, une marge d'Ebitda supérieure à 11% et un cash flow libre avant impôt d'environ 350 millions d'euros.

Avec Valeo Siemens eAutomotive, Valeo entend accélérer sur le marché de l'électrification haute tension, qui pourrait représenter 92 milliards d'euros en 2030 (soit une croissance annuelle moyenne de 17,5% sur la période 2021-2030), dont 40% serait accessible aux équipementiers.

* Carrefour Brésil a annoncé aujourd'hui la finalisation de l'acquisition précédemment annoncée de Grupo BIG auprès d'Advent International et de Walmart Inc. « Cette acquisition consolide la position de leader incontesté de Carrefour (-2,42% à 19,145 euros) dans le pays, avec désormais une forte présence dans tous les états du pays », souligne le distributeur. La transaction permet à Carrefour de se renforcer dans ses formats traditionnels, notamment le cash & carry et les hypermarchés, tout en étendant sa présence dans des formats dans lesquels il était moins présent, notamment les supermarchés.

Par ailleurs, Carrefour Brésil opère désormais sur un nouveau segment de marché avec le format Sam's Club, via un accord de licence avec Walmart.

Ce rapprochement crée un groupe comptant plus de 1 000 magasins dans le pays, représentant près de 25% du marché de la distribution alimentaire au Brésil. Les magasins compatibles de Grupo BIG seront convertis aux enseignes Carrefour dans les mois à venir. Selon la décision du CADE, l'autorité brésilienne de la concurrence, 14 magasins seront vendus d'ici la fin de l'année.

Cette acquisition, annoncée en avril 2021 sur la base d'une valeur d'entreprise de 7 milliards de reais (environ 1,35 milliard d'euros) offre un potentiel de synergies significatives, qui augmenteront progressivement pour atteindre une contribution additionnelle nette à l'Ebitda du groupe d'au moins 2 milliards de reais (environ 390 millions d'euros en 2025.

L'acquisition a été réalisée à 70 % en numéraire et à 30 % en nouvelles actions Carrefour Brésil.

A l'issue de l'opération, le groupe Carrefour détient environ 67,7% de Carrefour Brésil (contre 71,6% précédemment), Península Participações 7,2% et Advent International et Walmart, via des filiales, détiennent une participation conjointe de 5,6%.

* Dassault Systèmes a terminé à la dernière place de l'indice CAC 40, affichant un repli de 2,31% à 38,66 euros dans le sillage de l'abaissement de la recommandation de Jefferies. Le courtier est passé de Conserver à Sous-performance, avec un objectif de cours réduit à 33 euros contre 40 euros auparavant. Les tensions sur les taux longs - avec un rendement du 10 ans repassé au-dessus de 3% hier aux Etats-Unis - pèsent également sur les valeurs technologiques.

Le bureau d'études pense que le groupe technologique est en retard par rapport aux tendances de l'industrie des logiciels dans le cloud/Saas et juge peu vraisemblable qu'il atteigne de façon organique son objectif 2025 dans ce domaine. A cet horizon, Dassault Systèmes vise un tiers de son chiffre d'affaires logiciels dans le cloud contre 20% en 2021. Jefferies ne s'attend qu'à 26%.

Pour l'analyste, Dassault Systèmes résoudra ce problème via des acquisitions. Acquérir environ 500 millions d'euros de revenus SaaS est moins cher aujourd'hui qu'il y a 6 mois, mais il estime toujours qu'elle pourrait coûter de l'ordre de 4,5 milliards d'euros.

" Réaliser des acquisitions de capacités dans le cloud a déclenché une baisse des valorisations ailleurs dans le secteur et Dassault devrait subir le même sort ", prévient Jefferies.

* Tupperwar a conclu la vente de son activité beauté Neutrimetics, qui opère en Australie, en Nouvelle-Zélande et en France. La transaction s'inscrit dans le cadre du plan de redressement du fabricant de produits de rangement pour la cuisine, qui consiste à céder des actifs non essentiels. Les conditions, y compris la date de clôture prévue, n'ont pas été divulguées. Au premier trimestre, la société a vendu son activité beauté Avroy Shlain en Afrique du Sud, puis au deuxième trimestre, elle a vendu son activité beauté House of Fuller au Mexique..

Les résultats du premier trimestre de Tupperware, publiés en mai, ont été bien pires que prévu et la société a retiré ses prévisions, car les ventes ont été frappées par l'attaque russe en Ukraine, les blocages liés à Covid en Chine et les défis en matière d'exécution et de technologie.

* Global Bioenergies bondit de près de 9% à 4,90 euros pour atteindre une capitalisation de 73 millions d'euros. "Parce-ce qu'elle vaut bien"! La société spécialisée dans le biologie industrielle a franchi une étape significative de son développement en enregistrant ses premières commandes, et ce moins de deux mois après la mise en service de l'unité de production commerciale de Pomacle. En mars dernier, à l'époque du lancement de la production sur le site dans sa configuration actuelle, le groupe espéraient ses premières ventes pour le maquillage avant la fin de l'année.

Plusieurs grands acteurs de la cosmétique, dont L'Oréal, ont passé leurs premières commandes pour un total de plusieurs tonnes d'Isonaturane 12.

L'Isonaturane 12 est la marque commerciale déposée par Global Bioenergies pour dénommer son isododécane d'origine naturelle. L'isododécane est l'une des grandes molécules de la cosmétique issue de la pétrochimie, utilisée aussi bien dans le segment du maquillage qu'en dermocosmétique. Elle a l'immense avantage de rendre le maquillage longue durée et waterproof, ce qui la rend incontournable.

Ce composé, grâce à Global Bioenergies, est désormais disponible en version bio-sourcée, dans le respect de la norme ISO 16128 relative à la naturalité en cosmétique. L'Isonaturane 12 est produit via une filière 100% française s'appuyant exclusivement sur un sourcing local des matières premières, principalement des betteraves.

Aujourd'hui, si toutes marques offrent des cosmétiques de longue durée, aucune ne peut se prévaloir du label naturel.

Pour L'Oréal, premier actionnaire de Global Bioenergies via son fonds d'investissement Bold (13,3% du capital) ces premières commandes d'Isonaturane 12 participeront à soutenir les efforts du groupe en matière de naturalité de ses produits de maquillage et s'inscrivent dans le cadre des objectifs ambitieux de son programme de "Développement Durable L'Oréal pour le Futur".

**ANALYSES**

* Les prix galopent désormais à près de 10 % l'an dans les pays avancés. Même sans les coûts de l'énergie et de l'alimentation, la hausse dépasse 6 %. C'est un renversement extraordinaire. Depuis près de vingt ans, les prix montaient sur une pente douce de l'ordre de 2 %, dans un climat qui semblait plutôt déflationniste.

La flambée actuelle est à cet égard très différente de celle des années 1970. Car à l'époque, l'ambiance était clairement inflationniste. Aux Etats-Unis, puissance économique ultradominante à l'époque, les prix accéléraient depuis 1967, sur fond de guerre au Vietnam. Rien de tel cette fois-ci, où la rupture est brutale.

Les experts les plus réputés admettent avoir raté le virage. Janet Yellen, la ministre américaine des Finances qui avait auparavant présidé la banque centrale des Etats-Unis, l'a dit en revenant sur ses déclarations officielles de l'an dernier : « J'avais tort à l'époque sur le chemin que prendrait l'inflation ».

L'inflation dans les pays avancéssource : OCDE (ensemble en rouge, hors énergie et alimentation en bleu)

Qu'est-ce qui s'est passé pour bousculer une mégatendance solidement établie ? C'est en réalité la ligne d'horizon qui a bougé. Car nombre d'économistes anticipaient à terme, pour plusieurs raisons, une remontée de l'inflation. Le terme s'est brutalement rapproché, au point de sembler nous tomber sur la tête.

Le point de départ, c'est bien sûr l'épidémie. Pour limiter la diffusion du virus et l'engorgement des hôpitaux, les gouvernants du monde entier ont fermé les usines, les écoles, les frontières. Si le mouvement a été général, chaque pays a eu ses modalités d'action et son calendrier.

Il en est résulté une gigantesque pagaille, très visible sur des maillons sensibles des longues chaînes mondiales d'approvisionnement. Comme les puces électroniques, devenues désormais indispensables dans de nombreux secteurs. Ou le fret maritime, avec des foules de conteneurs qui n'étaient pas là où ils auraient été utiles.

Il y a six mois, cette désorganisation profonde semblait en voie de résorption. Les entreprises retrouvaient peu à peu leurs marques et les fournisseurs entrevoyaient le retour à des conditions plus habituelles. Mais le déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie et le durcissement des confinements en Chine suite à la propagation du variant Omicron, plus contagieux, ont provoqué à nouveau toute une série de pénuries - et ce n'est pas fini.

Une pagaille, aussi monstrueuse soit-elle, ne suffit toutefois pas à inverser une mégatendance. Deux autres forces sont venues s'additionner. Des forces qui étaient prévisibles, prévues même… mais elles devaient s'exercer plus graduellement, et plus tard.

La première de ces forces, c'est le retour du balancier de la mondialisation. Au cours des deux décennies qui ont précédé la grande crise financière de 2008, les échanges mondiaux ont progressé deux fois plus vite que la production. La Chine montait alors en puissance, et Internet permettait de faire circuler l'information et donc de constituer des chaînes de production plus longues et moins coûteuses.

L'accélération de la mondialisation a pesé sur les prix, année après année. Le premier produit d'exportation de la Chine a longtemps été la déflation. Mais ce modèle était en question depuis plus d'une décennie. D'abord parce qu'il est fragile - la moindre fermeture de frontière devient catastrophique. Ensuite parce qu'il produit des dégâts sociaux mal maîtrisés. D'où un retour de bâton politique, qui a contribué entre autres au Brexit et à l'élection de Trump.

Depuis, les entreprises examinaient les possibilités de régionaliser leurs productions, voire de les relocaliser. Mais elles butaient toujours sur la question des coûts. Cette inflation était sans cesse repoussée dans l'avenir.

Or l'épidémie puis la guerre changent la donne. Les Etats veulent reprendre la main sur les productions jugées essentielles, dont la liste se révèle beaucoup plus longue que celle envisagée jusque-là. Les entreprises savent qu'elles vont devoir trouver plus rapidement que prévu un nouveau point d'équilibre entre l'efficacité et la solidité, qui se traduira fatalement par des coûts plus élevés.

La deuxième force est la transition écologique. Depuis « l'année Greta Thunberg » (2019) et l'épidémie, les Etats ont décidé d'aller plus vite dans la transition. Des industries basculent, comme l'automobile. Même l’aéronautique s’y met.

Or cette transition va se traduire par des milliers de milliards d'euros ou de dollars de capital à déplacer. Et par des désajustements entre l'offre et la demande, qui vont pousser les prix à la hausse. Aujourd'hui, les producteurs de pétrole hésitent à investir dans de nouveaux gisements, ce qui contribue à la rareté de l'offre et pousse les prix à la hausse.

Demain, d'autres difficultés d'ajustement vont apparaître sur « les métaux de la transition », indispensables à la construction de batteries ou d'éoliennes. Suite au quintuplement du prix du lithium en quelques mois, de nouvelles capacités de production vont entrer en service. L'offre pourrait alors dépasser la demande, avant que la montée en puissance de la fabrication de voitures électriques ne provoque à nouveau des pénuries…

Il n'y a donc pas une inflation, mais trois inflations. Qui viennent de la désorganisation, de la régionalisation et de la transition. Le climat va être durablement favorable aux hausses de prix. Reste à savoir si l’emballement des salaires va signer une véritable vague d'inflation.

**L’AGENDA DU 8 juin 2022**

**8h00 en Allemagne**

Production industrielle en avril

**8h45 en France**

Balance commerciale en avril

**11h00 en zone euro**

Emploi et PIB au premier trimestre

**16h00 aux Etats-Unis**

Stocks des grossistes en avril

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers